

L'armée contre les classes dangereuses : le Brésil sur les pas du Mexique

vendredi 30 mars 2018, par [ZIBECHI Raúl](#) (Date de rédaction antérieure : 20 mars 2018).

Le 16 février, le gouvernement de Michel Temer a confié la sécurité de Rio de Janeiro aux forces armées. Des corps de police aux pompiers et aux prisons, tout passe sous le contrôle des militaires. L'excuse, comme toujours, est la violence et le trafic de drogue, qui, bien sûr, existent et sont extrêmement dangereux pour la population.

Rio est l'une des villes les plus violentes du monde. En 2017, il y a eu 6 731 morts et 16 fusillades quotidiennes avec un solde minimum de deux morts chacune, presque toujours des Noirs. Sur les 50 villes les plus violentes du monde, 19 sont brésiliennes et 43 sont latino-américaines. Parallèlement, le Brésil est parmi les 10 pays les plus inégalitaires du monde, dont certains sont aussi les plus violents, comme Haïti, la Colombie, le Honduras, le Panama et le Mexique (<http://goo.gl/XPKd7Y>).

Selon les chiffres officiels 11,5 millions de personnes vivent dans des favelas

Dans le cas de Rio de Janeiro, les agissements des porteurs d'uniformes ont une caractéristique particulière : ils se concentrent sur les favelas, c'est-à-dire qu'ils s'en prennent à la population pauvre, noire et jeune. Dans les 750 favelas de Rio où vivent 1,5 des 6 millions d'habitants de la ville. Les soldats se tiennent aux sorties, photographient toutes les personnes, leur demandent leurs documents et vérifient leur identité. Ce genre de contrôle n'avait jamais été fait de manière aussi intensive et ciblée.

Ce n'est pas la première fois que l'armée est chargée de l'ordre public au Brésil. À Rio, les militaires sont intervenus 11 fois l'année dernière, dans le cadre des missions GLO (Garantie de la Loi et de l'Ordre), une législation qui a été appliquée lors de grands événements comme les visites du Pape et le Mondial. Depuis 2008, ils ont assumé des fonctions de police à 14 reprises. Mais maintenant il s'agit d'une occupation militaire qui investit tout l'État.

De nombreux analystes ont souligné que l'intervention est vouée à l'échec, puisque les précédentes, même ponctuelles, n'ont pas donné grand-chose. Ils y ajoutent l'échec des Unités de police pacificatrice (UPP), qui à l'époque ont été glorifiées comme la grande solution au problème de l'insécurité, vu qu'elles étaient installées dans les favelas même, comme une police de proximité.

En même temps, les analystes soulignent que la guerre contre la drogue au Mexique est un échec lamentable, qui pour l'instant s'est soldé par plus de 200 000 morts et 30 000 disparus, alors que le trafic de drogue, loin d'avoir été défait, s'est renforcé.

Mais je pense qu'il convient de signaler que ces lectures sont partielles, parce qu'en réalité, ces interventions sont extrêmement efficaces pour atteindre les objectifs inavouables des classes dominantes et de leurs gouvernements : le contrôle et l'extermination de la population potentiellement rebelle ou non intégrable. C'est la raison qui pousse à militariser des pays entiers en Amérique latine, sans toucher à l'inégalité, qui est la cause première de la violence.

Je pense qu'il y a quatre raisons qui donnent à penser que nous sommes confrontés à des interventions extrêmement fructueuses, au Brésil, mais aussi en Amérique centrale, au Mexique et en Colombie, pour parler des cas les plus évidents.

La première est que la militarisation des forces de sécurité réussit à blinder l'État en tant que garant des intérêts des 1 pour cent les plus riches, des grandes multinationales, des appareils d'État armés et des gouvernements. On peut se demander pourquoi il est nécessaire, en cette période de l'histoire, de blinder ces secteurs. La réponse : parce que les deux tiers de la population sont à découvert, sans droits sociaux, au prix de l'accumulation par dépossession / quatrième guerre mondiale.

Le système ne donne rien aux majorités noires (51% au Brésil), indigènes et métisses. Seulement pauvreté et services minables de santé, d'éducation et de transport. Il ne leur offre pas un emploi décent ou une rémunération adéquate, il les pousse au sous-emploi et au mal-nommé secteur informel. À long terme, une population qui ne reçoit rien ou presque rien du système est appelée à se révolter. C'est pourquoi ils militarisent, tâche qu'ils accomplissent avec succès, pour le moment.

La seconde est que la militarisation à l'échelle macro est complétée par un contrôle de plus en plus raffiné, qui fait appel à de nouvelles technologies pour surveiller de près et de l'intérieur des communautés qu'il considère comme dangereuses. Ce ne peut pas être une coïncidence si dans tous les pays ce sont les plus pauvres, c'est-à-dire ceux qui peuvent déstabiliser le système, qui sont contrôlés de la manière la plus implacable.

Juste un exemple. Quand ils ont fait don de plaques de tôle pour les maisons du Chiapas, ils ont pris soin de les peindre afin d'identifier, d'en haut, les familles non-zapatistes. Les politiques sociales saluées par les progressistes font partie de ces modes de contrôle qui fonctionnent en fait comme des méthodes de contre-subversion.

Le troisième problème est que le double contrôle, macro et micro, général et singulier, est en train de prendre dans ses filets les sociétés du monde entier. En Europe, ce sont des amendes ou de la prison pour ceux qui sortent des clous. En Amérique latine, c'est la mort et la disparition pour ceux qui se révoltent ou, simplement, ceux qui dénoncent et se mobilisent. On ne réprime plus seulement ceux qui prennent les armes, comme dans les années 60 et 70, mais toute la population.

Cette mutation des modes de contrôle, en isolant et soumettant ceux qui pourraient se rebeller ou désobéir, est l'un des changements les plus notables mis en œuvre par le système en cette période de chaos qui peut mettre fin au capitalisme et au règne des 1%.

La quatrième raison sont des questions. Que veut dire gouverner quand nous avons affaire à des formes de contrôle qui n'acceptent de voter que tous les quatre, cinq ou six ans ? À quoi cela sert-il de miser tous les efforts politiques sur les urnes s'ils fraudent et envoient les militaires dans la rue, comme au Honduras ? Je ne dis pas qu'il ne faut pas voter. Je me demande juste pour quoi.

Il s'agit de continuer à réfléchir sur nos stratégies. L'État est une hydre monstrueuse au service des 1%. Cela ne changera pas si nous arrivons à la barre de commandement, parce qu'au sommet de la pyramide ce seront toujours les mêmes, avec tout le pouvoir de nous faire déguerpir quand bon leur semble.

Merci à Tlaxcala

Raúl Zibechi

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Tiré de tlaxcala.org

Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/L-armee-contre-les-classes-dangereuses-le-Bresil-sur-les-pas-du-Mexique>